

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

FÉVRIER 2019 / N° 441

2€

GILETS JAUNES

Un point sur le mouvement des rond-points



Dossier

● Gilets Jaunes. Un point sur le mouvement des rond-points.

P 2 à 9

École

● L'école trie les trimards. L'éducation version Blanquer : sélection et soumission à tous les étages.

● À vos ordres, mon écolonel ! L'école caporalisée, nièmes offensives : méthodes disciplinaires, bourrage de crâne, placement de recyclés de l'armée... P10&11

Ici et maintenant

● Féministes, tant qu'il le faudra. Le 25 novembre, journée mondiale contre les violences faites aux femmes. P12&13

International

● Tunisie. ● Paris. ● Suède. ● et des brèves. P 14 à 19

Culture

● Blues et féminisme noir, Gertrude «Ma» Rainey, Bessie Smith, Billie Holiday,

Angela Davis.

● Fréhel,

Johann G. Louis.

● Mon histoire, une vie de lutte contre la ségrégation raciale,

Rosa Parks

● Noire, la vie méconnue de Claudette Colvin,

Emilie Plateau. P 20 à 23

Gilets jaunes: la table renversée, et c'est pas fini...

Analyse fin décembre d'un mouvement vivace et populaire.



Les blindés sont sur les Champs, les gaz incapacitants prêts à être employés, les sinistres voltigeurs de retour, les snipers postés en haut des immeubles, des centaines de personnes interpellé-es « préventivement » quand d'autres croupissent pour plusieurs mois en prison pour détention de matériel préventif ou rébellion... Une vitrine brisée n'est vraiment rien comparée à la violence sociale quotidienne subie par des millions de gens.

■ La violence, toujours du côté de L'État

Nous pleurons une tuée par une grenade lacrymogène à Marseille, des mutilé-es - mains arrachées, yeux éborgnés - et d'innombrables blessé-es. Les lycéen-nes, très nombreux-ses mobilisé-es, subissent une répression féroce : mutilations, blessures graves, gardes à vue, procès, exclu-

sions, menaces, intimidations, humiliations collectives comme à Mantes. Des actes qu'on peut désormais qualifier de torture sur des mineurs.

Paris et l'Île-de-France représentent 40% des blessé-es recensé-es par l'Assemblée des Blessé-es (60 au total actuellement). Les régions ont vraiment pris leur part de douleurs. Les violences policières causent des blessures irréparables et la justice de classe punit à tour de bras.

Pour l'État, pas de quartier : il faut faire peur et désespérer, tuer et mutiler, enfermer et isoler.

■ Retrouver la puissance de l'action collective

En assiégeant le Soldat inconnu, les milliers de mutins de 14-18 ont dû se sentir enfin bien ragailardis par la colère du petit peuple venu crier « Les Gilets jaunes triompheront », « Justice pour

Adama » dans une puissance collective renouvelée. Une convergence des luttes en actes.

Depuis cinq semaines, Paris revit au rythme de la rage, déversant ses flots de manifestant-es venu-es « battre le pavé ». Paris que le pouvoir mégalomane voudrait transformer en « attrayante ville mondiale » investie par mille barricades. Manifés sauvages, cortèges de tête partout !

Mais Paris n'est pas la seule ville à crier sa rage. Les régions mènent la danse et Parisien-nes dansent au rythme des manifestant-es venu-es des quatre coins du pays pour investir la capitale. Dans toute la France, les Gilets jaunes prolifèrent et s'organisent avec leurs propres façons de faire. Endosser ou pas son gilet jaune ne change en rien nos révoltes et le ras-le-bol du système capitaliste. C'est une révolte populaire, syndiqué-es et non confondu.es, hommes et femmes, aux métiers nobles de l'intelligence et de la puissance



du geste, que l'État manager voudrait interchangeable, corvéables à merci, dociles. Mais la révolte gronde. C'est toute une intelligence collective et variée qui explose et Paris n'en a plus l'exclusivité.

■ Fonder le rapport de force

Tous les samedis depuis cinq semaines, grands boulevards et grands magasins, boutiques de luxe et Champs-Élysées ne font pas recette. Belle victoire que ces rideaux baissés sur les grandes enseignes et les profits en berne ! Paris redevient terrain des luttes communes.

Ce mouvement des ronds-points, lieux de fluidité et de blocage, se tient à distance de la grève, accaparée par les

bureaucraties syndicales : AG phagocytées, parcours trop bien huilés, négociateurs patentés. Pas de représentant-es et voilà le pouvoir désemparé ! L'évidence se révèle pour qui veut observer : les Gilets Jaunes sont travailleur-euses pauvres, artisan-es, fonctionnaires, tout un prolétariat qui a fui les syndicats.

Ronds-points et péages redonnent vie aux pratiques collectives si précieuses à nos émancipations : discuter, construire des cabanes, partager les repas. Pratiques de solidarité et de partage que le pouvoir halluciné pensait avoir éradiqué. Toutes les luttes de ces dernières années se retrouvent là en héritage.

■ Aller chercher soi-même l'info

Les réseaux sociaux, malgré la censure, malgré la présence de l'extrême droite, font circuler une info qui échappe au contrôle de l'État, seul à croire à ses mensonges médiatisés. L'intervention du président, censée dégonfler la mobilisation, n'a fait que la renforcer, les réseaux crépitant de mille



messages pour décoder la supercherie politique, le mépris de classe.

■ Renforcer nos liens dans la lutte

Nous appelons à aller devant les lycées les matins de mobilisation et exigeons qu'il n'y ait plus de policiers aux abords. Dans les facs, nous dénonçons les pressions qu'exercent des président-es contre les étudiant-es. Se réunir, manifester sont des droits fondamentaux. Exigeons l'amnistie pour toutes les réprimées du mouvement.

La rue, seul espoir de changer le



monde

La diversité de tactiques est partout à l'œuvre : les zads, les défenses collectives au sens large, les liens de proximité dans les quartiers, avec les migrant-es ou dans les entreprises et désormais sur les ronds-points, sont autant de reprises en main de nos vies mêlant action directe, actions coup de poing ou symboliques. Nos rêves ne rentrent décidément pas dans leurs urnes. ●

Des militant-es anti-répression

La peste jaune-brune

Vigilance face à l'extrême droite du rond point.

Mi décembre, d'un coin à l'autre, démocratie horizontale ici, infiltrations craignos là. Exemple : « *À Chambéry les fachos sont toujours présents dans le mouvement. Les camarades ne sont donc pas vraiment favorables à une présence au rassemblement du 15.* »

Un mouvement où il y a, sur le pavé, dans les rézosocios, « *à vomir et à manger* ». Florian Philippot, l'ex bras droit de Marine Le Pen, déposant fin décembre la marque « Gilets Jaunes », peut passer pour anecdotique, hors

sol. Plus inquiétante, des militants d'extrême droite sont vite repérés sur le terrain, discrets sur leur appartenances. Identitaires, Action française, Bastion social (ex Gud), Civitas, adeptes d'Égalité & récon de Soral, groupées à quelconques de Dieudonné, ils ne noyautent pas mais sont bien là. La revendication de référendum d'initiative populaire se réclame de Chouard, passerelle vers Soral. Maxime Nicolle, prétendus porte parole, avancent masqués : au début du mouvement ils ont effacé de leurs

compte facebook tous leurs posts antérieurs, relayant depuis des propos complotistes, des publications de Marine Le Pen.

À surveiller comme du lait sur le feu pour ne pas laisser brunir un mouvement qui reunite bien des éléments enthousiasmants, même s'il ne manque pas de contradictions. ●

La rédac du CS

quelques pistes pour aller plus loin :
<http://cqd-journal.org/Du-brun-dans-le-jaune>
<http://lahorde.samizdat.net/tag/gilets-jaunes/>

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
 N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
 CS c/o CNT Stics 13
 c/o 1 000 Bâbords
 61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
 C/O CNT 18 Avenue de Sierre
 07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
 C/O CNT 18 Avenue de Sierre
 07200 Aubenas

Impression sur papier certifié
 PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT – 33, rue des Vignoles – 75020 Paris
 Mèl : cs-administration@cnt-f.org

De l'intérêt du rond pointillisme

L'occasion de construire une révolution sociale et libertaire...

Depuis le 17 novembre, des centaines de milliers de personnes protestent lors d'actions variées en enfilant des gilets jaunes. Si les revendications sont très diverses, elles expriment clairement une colère contre l'exploitation et le mépris. Sur des ronds points, dans certaines communes, des exigences démocratiques s'affirment comme à Caen, Paris (18e), Commercy...

Il est plus que temps que l'ensemble des travailleurs et travailleuses, en activité ou au chômage, salarié-es du public comme du privé, indépendant-es, en formation ou à la retraite portent haut et fort des revendications pour une hausse des salaires et des minimas sociaux.

Contrairement aux dires des politiques et des journalistes, nous en avons les moyens. L'opulence insolente des plus riches et le gaspillage monumental des moyens (armement nucléaire comme conventionnel, publicité...) le prouvent tous les jours.

Pour remédier à cette situation inique (pauvres toujours plus pauvres, riches toujours plus riches) et sortir du capitalisme, nous devons imposer d'autres solutions démocratiques, économiques,



sociales et culturelles. Un changement radical de système s'impose.

Nous ne pouvons compter sur aucun-e représentant-e pour assumer ce changement.

Nous devons toutes et tous reprendre en main nos vies en autogérant la société.

Nous partageons bien des revendications avec ce mouvement populaire : la hausse immédiate du SMIC (privé et public) ; l'augmentation des salaires (y

compris socialisés) ; l'arrêt du démantèlement de la protection sociale ;

la sécurisation économique de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses en premier lieu à travers l'assurance chômage et les minimas sociaux ; la taxation du capital ; la dé-

fense et le développement des services publics, partout.

Partout où c'est possible, la CNT-FTE appelle à participer aux assemblées générales décisionnaires et aux diverses actions qui y sont décidées, en rejetant toutes formes de discrimination (racisme, sexisme, LGBTphobie, antisémitisme...)

Défendant la liberté de circulation et d'installation, la CNT-FTE rappelle que l'égalité des droits, donc la régularisation de toutes les sans papiers ne sera un problème que pour les patron-es qui les exploitent. La France a aussi les moyens d'être une terre d'accueil. La répression policière et judiciaire doit cesser. Nous demandons le désarmement des forces de police.

Le syndicat CNT des travailleurs et des travailleuses de l'éducation de Paris appelle aux manifestations du samedi des mouvements de gilets jaunes et aux grèves. ●



CNT-STE 75, le 11 janvier 2019

Acte IX à la bordelaise

Manif des Gilets jaunes, le 12 janvier dans le centre de Bordeaux.

Nous nous retrouvons vers midi à notre local syndical. Des camarades venu-es du Sud-Gironde ne portant pourtant pas de gilets jaunes ont été contrôlé-es à l'entrée de la ville.

Place de la Bourse, on rejoint des milliers de personnes, dont des salarié-es de l'usine Ford, des camarades de Solidaires, des étudiant-es. Banderole et mégaphone nous donneront une belle énergie dans la manif.

■ Fachos infiltrés

Plusieurs pancartes dénoncent les violences policières, des affiches représentent Macron et Castaner mutilés par la police. Tour de la place : on ne repère pas de militant-es d'extrême droite. En tête de cortège, nous l'apprenons plus tard, certains ont été démasqués : bagarre avec des gilets jaunes. Un camarade en a aussi aperçu un en fin de cortège, vêtu d'un gilet jaune avec l'inscription « Nationaliste jusqu'à la mort de la république ». La semaine précédente, un affrontement assez violent a eu lieu devant la bourse du travail, une dizaine de fascistes ayant refusé de quitter le cortège.

■ Lieux de pouvoir

Ce samedi, 3 ou 4 heures de déambulation en ville en chantant des slogans. Les forces de l'ordre protègent essentiellement le cours de l'Intendance où se trouvent les grands magasins, mais aussi Mériadeck (pôle commercial), la préfecture, l'Hôtel de ville. Gaz à répétition devant le Grand théâtre. Malgré l'opposition de quelques manifestant-es, un petit feu est allumé mais s'éteint vite. La manif repart vers la place Pey-Berland, lieu habituel d'affrontements depuis le

début du mouvement. La mairie est bien protégée par des grilles anti-émeutes et les forces de l'ordre. Lances-à-eau et lacrymos ne suffisent pas à briser la détermination. Une banque, un bureau de la gendarmerie nationale protégé par des planches de bois sont attaqués.

■ On peut cogner, chef?

Il faudra attendre une heure avant que des CDI (Compagnie Départementale d'Intervention = policiers très mobiles) et la BAC arrivent sans que l'on puisse

dans un coma artificiel et un ouvrier de 23 ans a perdu l'usage de son œil.

Nous dénonçons l'impunité des forces de l'ordre, dernier rempart entre le peuple et le gouvernement. Si la répression du mouvement des Gilets jaunes montre la peur des élites envers la contestation populaire, la démission de Macron n'améliorera pas notre quotidien si un-e autre dirigeant-e s'impose et décide toujours à notre place.

La démocratie représentative? Aucune confiance. Seule la démocratie directe



l'anticiper, par une petite rue, en tirant des flashballs en rafale sur tout ce qui bouge. Véritable passage à tabac des manifestant-es. Nous prenons la fuite via le cours Pasteur en entendant les balles siffler autour de nous. Plusieurs personnes s'écroulent, c'est affolant. 42 interpellations selon les médias, plusieurs blessés dont deux gravement touchés à la tête. Un pompier de 47 ans est aujourd'hui

donne la possibilité à chacun-e d'être entendu-e. C'est pourquoi nous avons décidé de nous organiser dans un syndicat autogestionnaire, afin de la combattre ensemble.

La solidarité est notre arme ! C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! ●

J'illéjaune ou pas?

Récit à la première personne des contradictions face à un mouvement complexe.

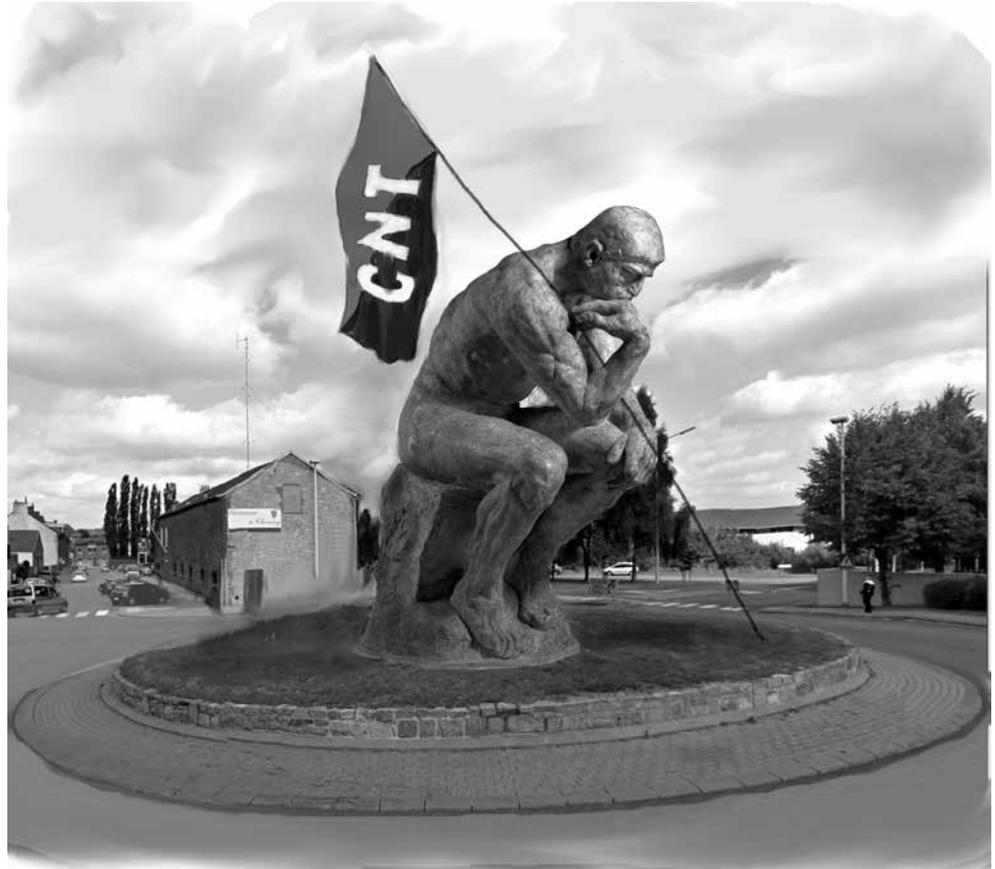
Je ne suis pas gilet jaune. Je n'en porte pas, n'en dépose pas sur mon tableau de bord. J'ai entendu que le mouvement refusait les syndicats, les partis. Ce qui pouvait marquer une volonté de refus, voire s'apparenter à la position de gouvernements extrémistes. Militant syndicaliste, cohérent, je ne pouvais m'apparenter à un collectif déclarant son anti-syndicalisme et son anti-pluralité de partis politiques. D'autant plus avec la revendication de consommateurs qui voulaient payer moins cher le carburant et « bagnoler » toujours plus, moi qui suis plutôt décroissant et écolo.

Nouvelle donne: l'affrontement au macronisme, à supposer que ça existe, continuité du capitalisme libéral. Mais s'opposer à ce président, à son gouvernement d'opportunistes carriéristes ne pouvait que m'inciter à être alors gilet jaune, étant anti-présidentieliste, opposé au mandat représentatif, lui préférant le mandat impératif. Avec un sens libertaire du refus de l'uniforme quel qu'il soit, m'interdisant de m'affubler d'un tel gilet.

■ Couleur uniforme

De plus l'incitation à l'infantilisme me contrarie, bonnet rouge, cravate rouge, gilet jaune, crayon rouge, etc. me rappelle chemise noire et autres uniformes bruns ou noirs des armées qui violentaient les minorités dont celle à laquelle j'appartiens, celle d'étranger, étranger toujours pour ceux qui revendiquent être chez eux et qui violentaient toutes les minorités dont je suis solidaire (homosexuel·les, nomades, les dit·es et considéré·es anormaux-anormales-mentaux, etc).

Et puis on numérote les actes, ils se péren-



nisent, et ça me fait plaisir. Ce serait plus qu'un feu de paille de consommateur·trices compulsif·ves frustré·es. Mais quoi alors ?

Les gilets jaunes ne me semblent pas insurrectionnels, ne visant pas la destruction des vieilles institutions toujours renouvelées... Qu'il y ait des violences n'en fait pas un mouvement révolutionnaire, mais résulte des révolutionnaires qui profitent de l'occasion, certes à ne pas manquer. Et je la manque parce que je ne suis plus en condition physique, sinon pour le coup j'enfilerais une combinaison noire sur mon gilet de protection, une cagoule noire dissimulant mes traits, un masque à gaz et je libérais ma bargne sur tout ce qui représente le pouvoir autoritaire seul responsable du mal être des hommes de bonnes volontés. Et si je devais être condamné, j'essaierai de l'être pour un délit de fait pas pour un délit d'intention.

■ Mesures de rétorsion

Et le maintien de la chienlit qui me réjouit

n'augure rien de bon puisqu'il ouvre la voie ou le chemin de la répression et la mise en œuvre de politiques restrictives de droits, quel que soit le parti qui prétend les mettre en œuvre ou ne prétend rien mais qui les met en place tout pareil. Car les extrémistes n'ont pas l'apanage des mesures sectaires, ségrégationnistes et autres, tous les activistes pour notre plus grand malheur.

Je n'ai pas revêtu l'uniforme du moment, mais j'ai agi « libérairement » parce que celles et ceux qui sont sur les ronds-points, les manipulés idéalistes seront peut-être les co-cu-es de l'histoire qui se renouvelle toujours.

Je passe peut être à côté de ce qui sera plus tard qualifié de moment historique, je me maintiens dans l'action syndicale à long terme, hors des buzz médiatiques, pour une tentative d'amélioration du quotidien des salarié·es, objectif premier du syndicalisme. ●

Charles, CNT 71

Réveillon au TGI des Batignolles

Justice de classe, expéditive, jour de Noël au nouveau tribunal de Paris.

Porte de Clichy, le nouveau tribunal est un monstrueux édifice de 38 étages, délire d'architecte en mal d'éternité. Le hall de 6000 mètres carrés du TGI est décoré de vigiles et de flics, fusils d'assaut en bandoulière. Les salles des comparutions immédiates retrouvent l'ambiance féodale de l'Île de la Cité. La mise en scène reste inchangée : prévenu-es dans un box vitré, greffières, juges et procureures aligné-es en surplomb. Ici, la messe est toujours la même : humilier et punir.

« *Le tribunal ne fait pas de politique* » balance une présidente mais suivra toutes les réquisitions des procureurs. Vol de portefeuille, d'un chèque cadeau de 80 euros, d'un téléphone portable ? Diaby*, Abdel et Youssef prennent 3, 6 et 8 mois ferme avec mandat de dépôt. Les preuves manquent, c'est la parole des flics contre celles des prévenus, tout est à charge, le dernier mot a beau être à la défense, la machine broie.

Les procureurs énoncent les entrées en « *voies de condamnation* » comme s'ils distribueraient des mauvais points contre des « *individus* », des « *primo-délinquants* ». Un juge : « *Vous êtes en situation irrégulière. La seule chose qu'on vous demande c'est de rentrer chez vous (...)* Le ministre l'a dit. » Comme le résume avec beaucoup de solennité une procureure : « *tout est possible pour entrer en voie de condamnation* ». Ce 24 décembre, rien ne semble ébranler les magistrat-es.

Place aux « *gilets jaunes* » du 22 décembre. Les juges se font plus explicites : « *Vous êtes accusés de groupement même formé de manière temporaire en vue de la préparation caractérisée de violences volontaires ou de destructions de biens...* »



Articles 222-13-14 44, 47 du code pénal », avec un éloge sans faille des flics « *professionnels qui ne peuvent*

pas se tromper » : « *Heureusement qu'ils sont là pour que ne règne pas la loi du plus fort, la loi de la jungle* » et « *Derrière le policier, il y a un homme, un père... Non, tout le monde ne déteste pas la police* ».

Les prévenu-es auront beau dénoncer les mensonges, les violences policières, Diaby frappé derrière l'oreille dans le camion le menant au commissariat, Alice insultée, propos sexistes et racistes, les magistrat-es se taisent, plus prolixes pour interroger un témoin ou les accusé-es : « *On ne dit pas «ouais» mais oui !* » ; « *Vos parents ne vous ont pas éduqué normalement ?* » ; « *Quel est votre travail ?* » ; « *Vous mentez* » ; « *C'est tout à fait révélateur...* » ; « *On ne vous changera pas !* » ; « *Pourquoi avoir peur de la police quand on a rien à se reprocher ?* »...

Systématiquement valorisées, les affirmations policières ne sont jamais questionnées. Les dossiers ? vides. Aucun document ou procès verbal détaillé disponibles pour contrer les accusations. C'est le procès des ressemblances, des « *agents interpellateurs* » qui communiquent par téléphone. Le règne de l'arbitraire.

Les réquisitions tombent. Les juges délibèrent : deux à huit mois de prison avec sursis pour trois manifestant-es. Un flic repart avec une indemnité de 800 euros. ●

Camille, CNT RP

*les prénoms ont été changés.

La lignée des sabre-peuple

De Jules Ferry à Luc Ferry, une parenté idéologique certaine. Leurs rêves, nos cauchemars !

« **Q**ue les policiers se servent de leurs armes une bonne fois » dit Luc Ferry, ce salopard qui vient de la bourgeoisie encourageant à tirer à balles réelles sur certain-es manifestant-es gilets jaunes. Il propose même que l'État utilise l'armée pour soumettre ce mouvement social.

Son lointain aïeul, Jules Ferry, l'avait précédé. Pilier du gouvernement versaillais, il participa activement à mater la Commune de Paris en 1871, ce soulèvement populaire et social du peuple de Paris qui vit des dizaines de milliers de mort-es dans les rangs des communard-es, des centaines de fusillé-es, sans compter les interné-es dans les camps et les bagnes de la République.

Finalement, rien ne change chez les grands bourgeois. Parlez-leur de révolte sociale, ils dégainent leurs revolvers et leurs pelotons d'exécution.

Ce que dit bien la chanson « *la semaine sanglante* » : *Demain les gens de la police/ reflouriront sur le trottoir/ fiers de leurs états de service/ et le pistolet en sautoir/ Sans pain, sans travail et sans armes/ nous allons être gouvernés/ par des mouchards et des gendarmes/ des sabre-peuple et des curés.*

Le peuple au collier de misère/ sera-t-il donc toujours rivé?/ Jusques à quand les gens de guerre/ tiendront-ils le haut du pavé?/ Jusques à quand la sainte clique/ nous croira-t-elle un vil bétail?/ À quand enfin la République/ de la justice et du travail ?

Jules Ferry ne fut pas le seul à vilipender la Commune mais il y

mit tant d'ardeur que cela lui valut d'être affublé du sobriquet de « *Ferry la famine* » comme le citait Louise Michel. Cette détestation fut sans doute la mieux partagée dans les milieux politiques bourgeois mais aussi intellectuels et artistiques.

■ Un florilège de ces vomissements :

Maxime du Camp : « *Malgré certaines apparences et malgré leur uniforme, les bataillons fédérés*

de brasserie, de pions ratés, de déclassé-es.

Anatole France les dépeint comme « *un comité d'assassins, une bande de fripouillards, un gouvernement du crime et de la démence* »..

Edmond de Goncourt encense la répression, notre Luc Ferry fait petit bras en comparaison : « *Enfin la saignée a été une saignée à blanc ; et les saignées comme celle-ci, en tuant la partie bataillante d'une population, ajournent d'une conscription la nouvelle révolution. C'est vingt ans de repos que l'ancienne société a devant elle si le pouvoir ose tout ce qu'il peut oser en ce moment.* »

George Sand, naguère pourtant engagée dans la révolution de 1848 pousse des cris d'orfraie : « *L'horrible aventure continue. Ils rançonnent, ils menacent, ils arrêtent, ils jugent. Ils ont pris toutes les mairies, tous les établissements publics, ils pillent les munitions et les vivres.* »

Le poète Catulle Mendès déclame : « *Vous n'avez endossé nos opinions que pour nous tromper. Vous n'êtes que des émeutiers et des émeutiers dont le but principal est de piller et de saccager.* »

Pour Emile Zola, le socialiste en peau de lapin, on voit bien comment il donnera chair à la "Bête humaine" : « *c'est l'engeance des communards.* » Collaborant au journal Le Sémaphore à Marseille, il ne voit dans ce mouvement social que « *bestialité* ». Justifiant ainsi les tueries de la Semaine sanglante, il aura ces mots : c'est « *la partie saine de la France coupant la partie gangrenée.* » ●



n'étaient point une armée ; c'était une multitude indisciplinée, raisonneuse, que l'alcoolisme ravageait. Au point de vue technique, ils ne savaient pas obéir, et l'on ne savait pas les commander ; au point de vue moral, la plupart ne savaient pas pourquoi ils se battaient ... »

Alphonse Daudet : « *Des têtes de pions, collets crasseux, cheveux luisants, les toqués, les éleveurs d'escargots, les sauveurs du peuple, les déclassés, les tristes, les traînardes, les incapables. Pourquoi les ouvriers se sont-ils mêlés de politique ?* ». Pour Alphonse Daudet les communard-es sont des piliers

Serge, CNT PTT Centre

L'école trie les trimards

L'éducation version Blanquer : sélection et soumission à tous les étages.

Blanquer encensé par les médias, décideur-euses économiques, classe politique, éditorialistes de toutes les droites. Seul-es les enseignant-es ne partagent pas cet enthousiasme. Les critiques gonflent chez les profs mais aussi, c'est plus rare, dans la hiérarchie de l'Éducation nationale (inspecteur-trices, proviseur-es...), chez les chercheur-euses et scientifiques, réfutant la validité scientifique des méthodes préconisées par le ministère, vraie offensive idéologique réactionnaire. Pour nous, l'éducation est un processus social et collectif qui doit permettre aux élèves et aux enseignant-es de s'approprier consciemment des connaissances, de trouver du sens dans le travail proposé, d'expérimenter des relations de coopération. Condition de l'efficacité des enseignant-es, la liberté pédagogique leur permet de s'adapter à la diversité des élèves en se basant sur leur culture professionnelle. Les neurosciences, si elles peuvent éclairer certains processus cognitifs, ne sauraient constituer un point de référence pour attribuer un brevet d'efficacité aux méthodes sélectionnées par les « expert-es » du ministre.

■ L'école centre de tri

Cette approche individualiste, trop facilement oublieuse des conditions sociales, culturelles et temporelles dans lesquelles évoluent les enfants, renforce l'école du tri social basé sur le fichage, la sélection, le contrôle, le management et la précarisation.

De la maternelle à l'université, la précarisation, c'est le recours massif aux contractuel-les à la place des fonctionnaires, le remplacement des contrats

aidés par des services civiques sans droit ni salaire, l'usage exponentiel de contrats précaires pour des missions essentielles, sans perspective de titularisation... Cette politique insécurise les personnel-les confronté-es à des conditions de travail de plus en plus difficiles.



C'est qu'à l'école, comme ailleurs, le crétinisme et la violence managériale ont tout envahi.

■ Outils de management patronal

L'approche par compétences segmente les savoirs en micro-tâches dénuées de sens. L'évaluation permanente et le pilotage par les chiffres anéantissent tout réel travail vivant et stimulant pour les élèves, renforçant les hiérarchies et les possibilités de pressions sur les salarié-es. Noyé-es par une surcharge de tra-

vail, les profs acceptent plus facilement d'appliquer les prescriptions et les méthodes toutes faites « proposées » par le ministère. Les outils les plus dangereux sont utilisés sans résistance, comme le LSUN. Ce livret scolaire unique numérique fiche les élèves, résultats et comportements, permettant de les sélectionner et de trier en fonction de leur « employabilité » et d'évaluer les « performances » des enseignant-es. Tout est prêt pour l'avènement de la « paie au mérite ».

■ Elèves et bahuts en compète

La sélection, elle, est de retour, décomplexée, du collège à l'université. Mise en compétition des collèges suivant leur « attractivité », réforme du bac et du lycée qui pousse à l'orientation précoce et définitive, et la scandaleuse loi ORE et son redoutable Parcoursup qui consacre le confort d'orientation pour les privilégié-es et la galère pour les autres.

Tous les ingrédients sont réunis pour transformer encore davantage l'école en une machine à former de la main d'œuvre compatible avec les besoins du patronat, sans encombrer les universités avec les enfants du peuple. La mort programmée de l'enseignement professionnel au profit d'une formation patronale assumée achève de compléter ce tableau, cauchemar d'une école vendue aux appétits et aux logiques capitalistes.

Nous nous engageons sur le plan syndical, pédagogique et idéologique dans le combat pour la défense d'un service public d'enseignement égalitaire, émancipateur et coopératif. ●

CNTFTE

À vos ordres, mon écolonel !

L'école caporalisée, nième offensive : méthodes disciplinaires, bourrage de crâne, placement de recyclés de l'armée...

ALORS CETTE RENTRÉE, BIEN OU BIEN?



En novembre l'offensive militaro-scolaire a vu un gendarme, ancien chef d'escadron, bombardé provisoire adjoint au lycée Utrillo à Stains (93). Et une colonelle collée à un poste stratégique du ministère, sans précédent à ce niveau : la direction générale de l'enseignement scolaire l'a nommée cheffe du service de l'instruction publique et de l'action pédagogique. Un service qui fait appliquer les réformes sur le terrain, pilote les exams, dirige la formation des profs. Troisième signe de caporalisation de l'éduc : une quarantaine de proviseurs et principaux de collèges, volontaires et apparemment ravis, suivent un stage d'entraînement militaire, revêtant le treillis camouflage des commandos dans le camp militaire de Beynes (78), loué par le rectorat pour l'occase. Un stage de gestion de crise, compétence dans lequel les bidasses excellent, paraît-il.

■ Tradition sexiste

Joli modèle, quand on le relie au scandale vite étouffé des pratiques sexistes de harcèlement, insultes, brimades, humiliations infligées aux élèves officières au sein de la prépa du lycée militaire de Saint-Cyr, creuset de la prétendue élite

de l'armée. Ces males dominants voulaient « broyer les ambitions » des élèves femmes, rivales à écarter, « pestiférées, voleuses de concours, qui devraient plutôt s'occuper du foyer » selon le témoignage d'un « repenté » recueilli par Libé en mars 2018. Même domination masculine révélée au Prytanée militaire de La Flèche en 2011. La même armée fait donc la leçon dans les écoles civiles où on l'accueille largement.

Dans ses fiefs d'enseignement, elle gagne du terrain. En septembre, au même Prytanée de La Flèche, la sous ministre des armées annonce 100 millions d'euros investis d'ici 2025 dans les six lycées militaires. Motifs : modernisation, offre d'enseignement à élargir. À l'occasion, la secrétaire d'État condamne à peine le sexisme crasse des prépas, renommant ces délits des « traditions qu'il faut exercer dans un cadre classique, avec des encadrants informés de ce qui se passe, et que ce soit des traditions positives, pas des passages de tradition qui porteraient atteinte à la mixité ou créeraient des exclusions de certaines personnes »...

■ Bourrage de crâne

Si l'armée recrute et forme déjà elle-même, elle occupe également l'appareil civil. Depuis 2016, l'appropriation de la « culture de dé-

fense et de sécurité nationale est inscrite dans le socle commun de connaissances et de compétences » à inculquer aux élèves sous l'intitulé « formation de la personne et du citoyen ». La fonction disciplinaire est déjà à l'œuvre via les partenariats armée-Education nationale et ses dizaines de « classes défense et sécurité globale » visant souvent des « publics en difficulté », pour notamment « réduire d'éventuels problèmes d'incivilités ». On y bourre le crâne de l'esprit de défense et de la nation, on visite des casernes, des galonnés vantent leurs métiers.

Au Lycée Utrillo les profs réclament à cor et à cris plus d'assistantes d'éducation, d'infirmières, d'assistantes sociales, de médiateur-trices et d'éducateurs-trices, plus de profs et d'équipes stables, formées et expérimentées », bref des moyens pour l'éducation, pas des officiers recyclés et des cadrages disciplinaires militaristes. ●

La rédac du CS



Féministes, tant qu'il le faudra

Le 25 novembre, journée mondiale contre les violences faites aux femmes.

À Saint-Etienne, le groupe CNT Femmes Libres a choisi de s'associer au collectif féministe Les Sampianes et à l'association Marsha (entraide entre personnes trans et/ou intersexes) pour cette journée en mémoire des trois sœurs Mirabal, Maria Teresa, Patria et Minerva, assassinées par le dictateur Rafael Trujillo le 25 novembre 1960, en République Dominicaine. Minerva, l'aînée, avait refusé les avances de Trujillo, grand harceleur sexuel de jeunes femmes, et avait entraîné Maria Teresa



Les trois sœurs Mirabal, Maria Teresa, Patria et Minerva

et Patria, ses jeunes sœurs dans une lutte à mort contre lui. Toutes trois ont été assassinées à la machette ¹.

■ Une lutte dans nos quartiers, au quotidien

Si l'envie de participer à la Marche des femmes du 24 novembre n'avait pas manqué, son organisation « hyper facebooktique », sa préparation trop tardive entre organisations féministes, et l'absence de revendications clairement affichées contre les violences islamophobes et sur le sort réservé aux femmes exploitées des quartiers populaires, nous avaient convaincues de rester sur le terrain de nos luttes quotidiennes.

Le 25 novembre, la Place du Peuple de Saint-Etienne s'est transformée en agora sous les guirlandes d'affiches, tracts, textes tendus entre les arbres. Une table de presse, un infokiosque, des murs d'expressions étaient installés avec une

redoutable efficacité par les jeunes militantes des Sampianes et de Marsha. Non moins redoutable, celle de la RAP (Résistance à l'agression publicitaire) qui, avant que la police municipale n'ait eu le temps de réagir, recouvrait de messages féministes les panneaux publicitaires dans plusieurs quartiers.

■ Féminicides, ici, partout

En 2017 : 130 femmes assassinées, 250 000 viols ou tentatives de viols dont 45% par les conjoints ou ex (on parle bien ici de viol conjugal). Seules 9% des victimes portent plainte, et une plainte sur dix aboutit à une condamnation ^{2 et 3}. Au 31 décembre 2018, on dénombre 116 femmes assassinées, Féminicides par compagnon ou ex.



elle ne peut évidemment pas disposer de son propre corps » (5).

Des chiffres effarants dans un pays où se pose encore la question du consentement de gamines de 12 ans dans des affaires de viol, et où le « crime passionnel » est encore invoqué pour « justifier » l'assassinat de femmes. Ce « crime passionnel » dont certain-es avocat-es usent et abusent n'a pourtant plus de définition juridique dans le Code pénal, et n'est donc qu'un élément de plaidoirie. Il faut remonter au Code pénal de 1810 pour en trouver une trace dans le cas d'adultère : article 324 : « *Le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, n'est pas excusable (...). Néanmoins, dans le cas d'adultère, prévu par l'article 336, le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, est excusable* ». « *À l'époque, l'homme qui tuait sa femme était un romantique* », explique Habiba Touré, avocate spécialisée dans les affaires criminelles⁴. Ce n'est qu'en 1994 et par décret que le crime conjugal est devenu particulièrement grave puisque la qualité de conjoint de la victime est devenue une circonstance aggravante. Malgré cela, la justice bourgeoise, bonne élève de la société patriarcale, continue d'agiter ce concept de « crime passionnel ». « *Aux assises, une identification au criminel s'opère, susceptible de lui attirer une secrète bienveillance* » poursuit Habiba Touré. « *Cette identification se fait d'autant plus facilement que le criminel passionnel est généralement présenté comme étant quelqu'un d'ordinaire, d'honnête et sans histoire, qui a, semble-t-il, été entraîné sur la voie du crime par la passion. Pourtant, le crime d'amour n'est qu'un crime d'amour-propre et d'ego. En réalité, l'auteur des faits n'accepte pas d'être abandonné et veut tout simplement faire payer l'autre* ». Pour Colette Guilloumin, « *une femme ne doit pas oublier qu'elle est appropriée, et que, propriété de son époux,*

■ La reconnaissance d'un crime collectif

Place du Peuple, la famille de Hülya, assassinée par le mari qu'elle venait de quitter en août 2017, était là, émue de voir son nom inscrit avec ceux de toutes les femmes assassinées en France durant les trois derniers mois de l'année dans un parterre de bougies. Comme les sœurs de Hülya l'ont expliqué, le « crime passionnel » va être plaidé par l'avocat de l'ex-mari, espérant ainsi une réduction de peine à long terme et une remise en liberté avant le procès. Pas plus que Les Sampianes ou Marsha, CNT Femmes Libres de Sainté ne considérons la prison comme seule solution mais, alors que nous luttons pour la reconnaissance de la liberté et de la réappropriation de nos corps, nous ne pouvons tolérer que ce concept patriarcal de crime passionnel soit évoqué en matière d'assassinat sur une femme qui n'avait fait que reprendre sa liberté. Quatre jours plus tard, CNT Femmes Libres Sainté étaient présentes, à sa demande, auprès de la famille d'Hülya lors de la deuxième audition de l'ex-mari au TGI de Saint-Etienne.

Une Uruguayenne de passage nous explique aussi que son pays a définitivement abandonné l'immonde concept et a inscrit, depuis deux ans, le féminicide dans le code pénal, comme les féministes françaises le revendiquent, en vain, depuis longtemps.

Echanges, prises de paroles, poèmes, chansons avec le groupe des Vulvet, le thé était chaud et le froid et la pluie n'avaient que peu de prise sur toutes celles et ceux venu-es pour dire que

pour elles, pour eux, la lutte contre toutes les violences faites aux femmes n'était pas qu'une simple déclaration de bon aloi.

Et Ana, venue toute seule de la banlieue de Sainté après avoir vu des affiches annonçant la journée parce que : « *Je sais ce que c'est mais j'ai élevé mes filles pour que ça ne leur arrive jamais. C'est bien ce que vous faites, je suis contente d'être là, ça fait du bien.* » Ana est repartie avec dans son sac, des tracts et des brochures de la permanence d'écoute pour les femmes victimes de violences éditées par CNT Femmes Libres Sainté : « *Je vais aller en mettre discrètement dans des boîtes aux lettres où je sais qu'il a des personnes qui en ont besoin* »

Il y a des jours comme ça où une



seule phrase fait que la lutte est belle et, qu'elle seule paie. ●



CNT Femmes Libres Sainté

(1) Elise Fontenaille, Les trois sœurs et le dictateur (collection Jeunesse). éd. du Rouergue, 8,70 €.

(2) Rapport de la Délégation aux droits des femmes, Assemblée nationale, 22 février 2018.

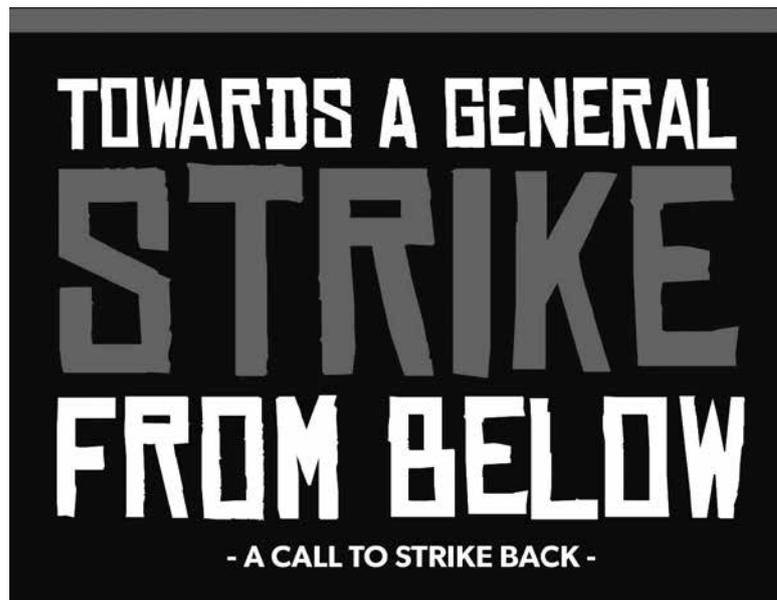
(3) Enquête les féminicides : www.liberation.fr/apps/2017/06/220-femmes-tuees-conjoints-ignorees-societe/

(4) auteure d'une thèse « Le crime passionnel. Etude du processus de passage à l'acte et de sa répression », publiée en 2007.

(5) in « Sexe, race et pratique du pouvoir, l'idée de nature » éd. racine de l'Xe, 2016 (première publication en 1992)

Suède

La lutte des classes se poursuit



Les camarades de la SAC luttent depuis l'année dernière contre une loi qui vise à modifier les modalités du droit de grève dans leur pays. Depuis les années 1990, la Suède est le laboratoire de la social démocratie capitaliste. Même si les droits civiques sont importants et que le pays connaît une relative prospérité économique, la question des conflits sur les lieux de travail semblent être actuellement au cœur des enjeux. Le projet de loi se nomme « l'obligation de paix » et réduit drastiquement le droit et les pratiques de la grève.

L'idée est d'interdire toute grève si une seule organisation syndicale a précédemment signé un accord avec les employeurs. Cela revient à rendre illégale toute pratique d'action syndicale directe et d'obliger les syndicats à passer d'abord par une « table des négociations ». De plus, cela signifie que les syndicats pro-patronat vont être totalement renforcés et dominants.

La loi stipule aussi qu'un groupe

de salariés peut suffire à être représentatif pour signer des accords appliqués à tous les autres.

Les conséquences et les visées de cette loi sont claires, mettre fin au syndicalisme de combat et de lutte des classes.

Cette loi, d'après les camarades de la SAC, est une des conséquences des grèves de Gothenburg en 2017. L'Union des Dockers de Suède avait alors mené une importante grève qui avait coûté des millions de dollars à l'entreprise. Mais plus largement ce projet s'inscrit dans l'histoire du libéralisme suédois. Car si les méthodes de lutte sont rendues illégales, les syndicats qui portent ces modes d'action seront alors exclus voir criminalisés.

Pour la SAC, un tel projet de loi peut très bien intéresser d'autres gouvernements européens qui cherchent à « pacifier » leurs conflits sociaux. Si ce projet aboutit, il oblige les organisations syndicales comme la SAC à repenser leur positionnement. Dans un communiqué lors de leur congrès

annuel un camarade a déclaré :

« Nous nous battons toujours pour nos droits. Mais en fait, il peut y avoir de la liberté à engager des actions sur nos lieux de travail en dehors de la loi. Si la loi ne nous protège plus, nous devons nous assurer qu'elle ne protège plus ni l'entreprise ni le patron. Pensez comme cela peut-être intéressant, de ne plus avoir à faire avec le bureau de médiation professionnelle. Pensez comme il est plaisant de ne plus avoir à aller dans les cours de justice et de ne plus faire face à tous les obstacles que les politiques et les patrons savent dresser devant nous pour nous maintenir impuissants. Durant l'année qui vient, le droit de grève peut devenir de l'histoire ancienne, mais la grève doit vivre ! ».

GT Europe

Pour aller plus loin :
Class war in Seden, Gabriel Kuhn and Micke Nordin,
4 janvier, counterpunch.org

Hongrie

BRÈVES

Vive la grève générale !!

Le samedi 5 janvier, près de 10 000 manifestant-es ont arpenté les rues de Budapest en Hongrie, contre la réforme du Code du travail. Celle-ci prévoit d'augmenter à 400, le nombre d'heures supplémentaires qu'un employeur pourra réclamer à ses salarié-es, tout en lui donnant un délai de trois ans pour les payer. Les syndicats Hongrois et les partis d'opposition y voient un véritable esclavage et du travail gratuit dans ce pays où les difficultés économiques du peuple sont anciennes et criantes.

Le gouvernement de Victor Orban, le leader d'extrême droite, vise pour sa part à satisfaire les fabricants de voitures de luxes (Audi par exemple) ainsi que les grandes entreprises européennes qui cherchent à s'enrichir sur le dos d'une



Manifestation à Budapest le 5 janvier 2019. crédit photo : Attila Kisbenedek, AFP.

main d'œuvre sous-payées.

Selon le journal le Monde, les groupes industriels automobiles emploient 155 500 personnes à un salaire médian de 1 071 euros brut et produisent 520 000 véhicules par an. Mais le salaire des ouvrier-ères hongroi-ses est toujours 5 fois inférieur à celui des ouvrier-ères

allemands des mêmes groupes industriels.

Les syndicats et associations appellent à une grève générale et à une grande manifestation à Budapest et partout dans le pays le 19 janvier.

Ils appellent à la démission de Victor Orban et leurs revendications sont :

De revenir sur le Code du travail dans l'intérêt des salarié-s ;

D'augmenter de plus de 10 % le salaire minimum ;

De réformer le droit de grève et de la négociation syndicale ;

De réévaluer le système des retraites anticipées ; et de soutenir les travailleur-euses handicapé-es. ●

Le GT Europe

La mémoire en danger

Autriche



Le tristement célèbre camp de concentration de Mauthausen, situé près de Linz en Autriche dans le petit village de Mauthausen n'est plus accessible au public. L'Amicale de Mauthausen déplore que les escaliers et

plusieurs bâtiments soient déclarés interdits d'accès sous prétexte de sécurité. Les membres de l'amicale y voient « un affront à la mémoire dans un pays gouverné par une alliance avec un parti d'extrême droite directement héritier du nazisme » (déclaration de l'Amicale de Mauthausen du 17 novembre 2018).

L'Amicale appelle aussi à faire de la date du 5 mai 2019, date de la libération du camp, une occasion de raviver cette mémoire contre l'oubli et l'obscurantisme.

Pour rappel le camp de Mauthausen fut le lieux d'exécution de 300 000 personnes durant la Seconde Guerre mondiale de 1938 au 5 mai 1945.

Ce camp de concentration fut aussi celui où furent envoyés les milliers de républicain-es, anarchistes espagnol-es emprisonnés par l'État français collaborationniste et les nazis. Les déporté-es espagnol-es furent à l'origine durant leur déportation de la constitution d'un réseau international clandestin de résistance du camp. ●

GT Europe

Pour aller plus loin :

Voir les travaux de l'association du 24 août 1945 : <http://www.24-aout-1944.org/En-avant-premiere-Le-silence-des>

De l'Amicale de Mauthausen : http://www.cercleshoah.org/spip.php?article722#outil_sommaire_0

Ainsi qu'une brochure réalisée par des camarades : http://www.cnt-f.org/IMG/pdf/plaquette_mauthausen_web.pdf

Tunisie

Le gouvernement tunisien cerné par les mouvements sociaux

Dans la tradition tunisienne, le mois de janvier est le mois fétiche des luttes sociales. En effet, la plupart des grandes vagues de protestations, de révoltes et d'insurrections se sont souvent déclenchées en janvier. La révolution du 17 décembre 2010 avait atteint son apogée le 14 janvier 2011.

8 ans après la révolution, malgré des années de récupérations et de manœuvres, la

les régions et les cités déshéritées. L'opposition parlementaire modérée et l'Union Générale Tunisienne du

régions de la Tunisie profonde et dans certaines cités de Tunis, le mouvement de la jeunesse margina-



Manifestation des ultras du Club Africain après l'assassinat d'Omar Laabidi, jeune supporter du club, par la police. Tunis, 21/04/2018. Photo: Nacer Talel.
(Traduction banderole « La devise de la patrie: organisation, liberté, justice. Vérité pour Omar »)

jeunesse, les femmes et les couches sociales marginalisées continuent de résister face à une coalition libérale qui rassemble modernistes et islamistes, soutenus par l'Union européenne et les États-Unis. Depuis le mois de novembre dernier, les protestations dans les secteurs syndiqués se multiplient, ainsi que dans

Travail (UGTT) finissent par lâcher le gouvernement et revendiquent sa dissolution.

■ Reprise des luttes sociales

À Menzel Bouzayenne, à Kasserine puis Thala, Maknassy, Sidi Bouzid, Bir Ali et dans plusieurs autres

lisée déborde le calme mensonger célébré par les médias. Les sit-in, les manifestations et les confrontations avec les forces de répression regagnent le quotidien de la société. Certains slogans propres au mouvement révolutionnaire des années 2011-2013 reviennent sur scène : « Le peuple veut la chute du régime »,

« *Dégage salopard* », « *l'embauche est un droit, bande de voleurs* »... Le gouvernement est coincé entre d'une part, une jeunesse déterminée à imposer son droit au travail, d'autre part, le durcissement de la position du Fond Monétaire International qui exige encore plus de casse sociale et le blocage des recrutements et des salaires.

Les professeur-es des lycées et des collègues sont, depuis des mois, en grève administrative générale, refusant de passer les examens et de rendre les notes, poussant la crise de l'enseignement public à des limites alarmantes. Bien que l'UGTT refuse de soutenir la fédération de l'enseignement secondaire, qui compte 90 000 adhérent-es, les professeur-es résistent face au harcèlement quotidien et à la campagne de diabolisation menée par les médias, l'administration et un certain nombre de parents. Plusieurs locaux de délégations régionales sont occupés par un grand nombre de syndicalistes veillant toutes les soirées à manifester leur résistance par des chants et des discours enthousiastes.

■ L'UGTT retire son soutien au gouvernement

Devant une UGTT équilibrée et pacifique, le gouvernement est revenu sur les accords sociaux et bloque les négociations sur les salaires. Le secteur public, qui emploie des salarié-es non-titulaires, a annoncé en novembre une grève générale qui a fait reculer le gouvernement. Ce dernier a consenti à une légère hausse des salaires qui ne compensera pas la hausse continue des prix des produits de première nécessité tels que les denrées alimentaires, les soins, les médicaments ou le carburant.

La fonction publique (qui compte près de 700 000 titulaires) se prépare aussi à une grève générale, annoncée pour le 17 janvier 2019. La centrale syndicale ne peut plus jouer le rôle

de soupape, et finit par soutenir la grève à une date qui sonne comme un ultimatum. Mais le gouvernement répète tout bonnement que le FMI refuse toute augmentation de salaires ! Et que si la Tunisie ne respectait pas cet engagement, il ne débloquerait pas la tranche d'un prêt prévue pour le budget de 2019 !

Le FMI bloque aussi les recrutements dans la fonction publique, alors que l'UGTT, les mouvements sociaux et les écoles publiques demandent des milliers de postes. Des enseignant-es suppléants occupent les locaux des délégations de plusieurs régions et revendiquent leur titularisation. Le gouvernement qui recrute au compte gouttes, pour ne pas renier son accord avec le FMI, ne peut plus contenir la colère par le seul abrutissement, ce qui l'a poussé à passer à la répression explicite à plusieurs reprises et à risquer la confrontation avec des jeunes qui reprennent leurs manifestations nocturnes dans certaines régions (Thala, Kasserine, Menzel Bouzayenne, Maknassy) et dans certaines banlieues de Tunis telles que Cité Tadhroumoun et Sidi Hacine à Tunis.

■ Dissociation de la coalition entre Nidaa Tounes et Ennahdha

La coalition entre les islamistes (Ennahdha) et les libéraux modernes (Nidaa Tounes) se basait sur un soutien mutuel et sur un encouragement des États impérialistes (EU et UE) d'une part et des États réactionnaires arabes, notamment l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats Arabes Unis d'autre part. Nidaa Tounes, harcelé et vidé par les manœuvres d'Ennahdha est en délitement de plus en plus profond. Le parti du président porté majoritaire en 2014 a explosé en trois groupes. Le président perd de plus en plus d'autorité et son chef du gouvernement (Youcef Chahed), fort du sou-

tien des islamistes, est sorti du parti et a formé un nouveau groupe parlementaire, achevant Nidaa Tounes et affaiblissant encore plus Beji Caïd Sebsi, obligé d'annoncer la dissociation de son alliance avec Ennahdha.

La polémique autour de cette scission est rendue publique depuis le mois dernier. Un signe que la campagne électorale pour les élections législatives et présidentielle prévues pour la fin de 2019 débute très tôt. De plus, les islamistes subissent de plus en plus des pressions de la part du Comité des avocats qui réclame la vérité à propos des assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi. Les deux leaders du Front Populaire, coalition des partis de gauche, avait été assassinés en 2013 dans des circonstances encore largement non-élucidées. Ce Comité a enfin pu mettre la main sur certaines preuves qui démontrent non seulement l'implication de d'Ennahdha dans ces meurtres, mais aussi dans d'autres crimes d'espionnage et d'infiltration au sein de l'armée et de la police.

Alors que les politiques se battent déjà en vue des futures campagnes électorales, les mouvements sociaux se multiplient et prennent des formes de plus en plus diverses. Des milliers de fonctionnaires en grève, des jeunes qui occupent les voies ferrées ou les administrations. Des manifestations pas toujours pacifiques se multiplient alors que les médias les qualifient systématiquement « d'incidents » ou de « fait divers ». Une pauvreté sans précédent pousse des couches et des classes sociales de plus en plus larges à se rebeller. La crise du pouvoir est de plus en plus aiguë. Elle rend d'autant plus probable un nouveau cycle de luttes sociales généralisées.

Mohamed Amami

Écrivain, ancien instituteur membre de la fédération de l'enseignement primaire de l'UGTT.

Paris

Hommages et commémorations, les luttes continuent

Le week-end des 12 et 13 janvier étaient l'occasion de nombreux événements à Paris..

Sakine, Leyla, Fidan, on n'oublie pas !



Le 9 décembre 2013, Sakine Can-siz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, militantes kurdes, étaient assassinées à Paris. Depuis, l'exigence de justice et de vérité demeure. Un homme a longtemps été soupçonné d'avoir agi au nom des services secrets turcs mais celui-ci est mort en prison fin 2016, quelques semaines avant le début de son procès. Un crime qui est donc venu s'ajouter à la longue liste des assassinats politiques impunis en France. La France, fidèle soutien de Recep Tayyip Erdogan malgré les nombreuses exactions commises par le président turc contre le peuple kurde et, plus généralement, contre les opposant-es à son régime autoritaire, n'a aucune envie de voir éclater la vérité, c'est-à-dire l'implication de la Turquie.

Le samedi 12 janvier, plus de

15 000 personnes se sont retrouvées à Paris pour exiger cette vérité, dire que le combat de nos trois camarades continue et que le soutien à la lutte du peuple kurde était plus que jamais d'actualité, alors que de nouvelles offensives sont menées contre la résistance.

■ **Éloi Machoro et Marcel Nonnaro, assassinés par l'État colonial**

En 1985, alors que les tensions sont



vives en Kanaky, le GIGN, corps d'élite de la gendarmerie française, assassine Éloi Machoro et Marcel Nonnaro, militants du FLNKS. Le premier est notamment connu pour être le ministre en charge de la Sécurité au sein du gouvernement provisoire installé un mois auparavant mais aussi pour avoir brisé une urne d'un coup de hache en novembre

1984, symbolisant le boycott des élections appelé par le mouvement indépendantiste kanak.

Le 12 janvier dernier, 34 ans après ce crime, le Mouvement des Jeunes Kanak en France, organisait une rencontre dans les locaux de la CNT afin de se souvenir des femmes et des hommes ayant lutté contre le colonialisme français. Mais aussi construire l'avenir en organisant la jeunesse kanak exilée en France et en lui donnant les moyens de participer à la vie politique et sociale de leur pays. Un moment émouvant de partage et de lutte, un lien de plus tissé entre le 33 rue des Vignoles et la terre de Kanaky.

■ **25 ans après le soulèvement, le Chiapas résiste toujours !**

Alors que les Amériques connaissent ces dernières années une





offensive réaction féroce, marquée notamment par les victoires électorales de Donald Trump aux États-Unis ou Jair Bolsonaro au Brésil, le Chiapas continue de représenter une lueur d'espoir. Les zapatistes, 25 ans après le soulèvement de 1994, construisent en bas à gauche malgré la répression dont ils sont l'objet.

Dans sa déclaration, le sous-commandant Moises a rappelé que, malgré les tentatives ininterrompues du mouvement zapatiste pour s'ouvrir et unir les luttes, celui-ci restait assez isolé. Et que cet isolement risquait de se renforcer avec l'élection d'un président « de gauche » au Mexique, Lopez Obrador, qui par ailleurs, sous couvert de développement, a donné un grand coup d'accélérateur

pour la réalisation de grands projets inutiles dont le train « Tren Maya » qui traversera les terres indiennes, dont celles des communautés zapatistes. Ceci en vue de multiplier des mégas zones touristiques du même type que celle de Cancun. Des projets qui mettent en danger l'avenir entre autre des communautés zapatistes, et ce qu'elles ont construit. Face à une réalité qui s'annonce encore plus difficile, les zapatistes se préparent à se défendre et à résister par quelques moyens que ce soit.

Le dimanche 13 janvier, aux locaux de la CNT, au 33 rue des vignoles à Paris, lieu déclaré « Aguascalientes » zapatiste en 1995 par Amado Avendaço Fugueroa (ex-Gouverneur du Chiapas en rébellion), nous avons

célébré les 25 ans du soulèvement zapatiste avec les camarades du CSPCL (comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte), du CSIA-Nitassinan (Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques) et du Collectif Paris Ayotzinapas, ainsi qu'avec toutes les personnes solidaires venues ce soir là. Autour d'une exposition et d'un repas, nous avons chanté l'hymne zapatiste, puis discuté des actions à poursuivre et construire ici face à cette situation inquiétante.

Il s'agit de renforcer la solidarité avec l'EZLN et les peuples du Chiapas en lutte ! ●

Le secrétariat international

BRÈVE

Inde

Grève générale record contre la précarité

L'Inde, le pays au 1 milliard 300 millions d'habitants, a connu la plus importante mobilisation de son histoire et peut-être de l'histoire du monde. Le mardi 8 janvier 2019, 200 millions de travailleuses et travailleurs sont descendu-es dans la rue pour manifester contre la précarité. La grève a été appelée par une dizaine de syndicats, dont le Centre of Indian Trade Unions

affilié au parti communiste Indien.

Cette grève prend ses racines dans les deux années de mobilisations précédentes. De plus, le pays est secoué depuis plus de 10 ans maintenant par un mouvement révolutionnaire armé marxiste, les naxalites. Même si les revendications sont diverses selon les syndicats et les lieux concernés, l'ensemble du mouvement se retrouve autour de 12

points. Ces revendications, jusqu'alors ignorées par le gouvernement indien concernent, l'augmentation des salaires dans ce pays où les ouvrier-ères peuvent être payé-es 150 roupis (2 euros) par jour, la mise en place d'une réelle sécurité sociale, une reconnaissance de la démocratie sur les lieux de travail. ●

Le SI

Féministes, les pionnières du blues



Blues et féminisme noir, Gertrude «Ma» Rainey, Bessie Smith, Billie Holiday, Angela Davis, ed. Libertalia, 405 p, avec un CD de 18 titres, 20 euros.

Le langage courant a fait du blues un vague à l'âme, une déprime plus noire que le spleen, plus américaine que la saudade. Le terme colle au cliché qui a réduit cette musique à une plainte, une lamentation des descendant-es d'esclaves, centrée sur des histoires individualisées. Mais l'autonomie des pionnières qu'étudie Angela Davis, ces femmes à forte personnalité, indépendantes, affichant une sexualité tapageuse, voire leur homo-



Ma Rainey



Bessie Smith

sexualité, célébrant le désir féminin sur un ton provoc, affirme déjà une revendication publique collective. Loin de la simple complainte mélancolique. Qu'elles, femmes d'une génération qui a suivi l'esclavage, l'assignation à la propriété du maître et au foyer, puissent voyager à leur guise, choisir leurs partenaires de lit, refuser la claustration à la sphère domestique, sonne aussi comme un féminisme instinctif.

Leur répertoire chante aussi les coups subis dans l'intimité conjugale. Résignation? Pour Angela Davis, ce blues affirme une oppression largement partagée, contrant l'invisibilité du cercle privé où la domination masculine ne regarderait personne, et « suggère une rébellion féministe émergente dans la mesure où il nomme sans ambiguïté le problème de la violence masculine. Il sort cette dernière de l'ombre de la vie conjugale, où la société la gardait cachée... » Mais l'autrice de « Femmes, race et classe »* ne pouvait masquer les contradictions : « Il est possible que le discours sur les violences sexuelles fût à ce point marqué par l'omniprésence du racisme qu'il n'était pas possible de nommer le viol entre Noirs. Notons que la difficulté et le retard de l'émergence d'une conscience collective sur le harcèlement, le viol et l'inceste dans la communauté noire sont par ailleurs révélateurs de la difficulté de reconnaître une oppression exercée par les opprimés. »



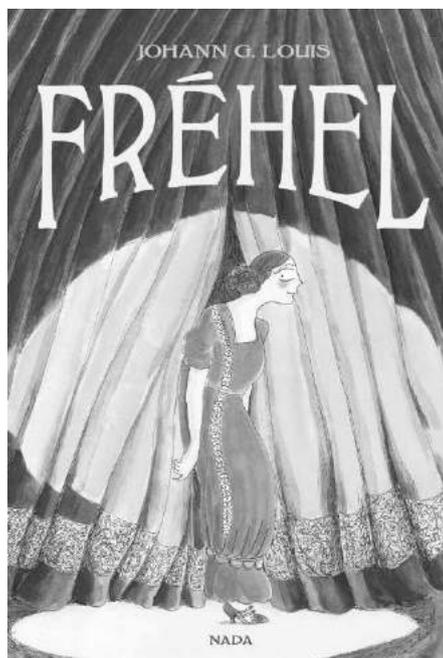
Billie Holiday

Malgré l'apparente résignation des souffrances subies par les femmes, Angela Davis rappelle que ces chanteuses très populaires ne se posent pas en victimes, et qu'il faut repérer le double sens des textes et des interprétations, attaquant en fait le patriarcat, le racisme, le sexisme et même la toute naissante bourgeoisie noire à la morale conservatrice. Cette connivence des doubles sens vient du gospel défiant les maîtres esclavagistes: langage voilé, de résistance, chant métaphorique capable de transmettre des codes secrets d'évasion, déjouant le contrôle blanc. Le blues a hérité de ces jeux de mots et d'intonations. Ce blues profane, prolo, sexuel, populaire, honni par les églises représente « une subversion féminine du pasteur chrétien masculin qui identifiait blues et sexualité avec Diable et péché ». Féministe avant l'heure, subversives, ces chansons sont imprégnées des « conditions sociales de l'exploitation de classe, le racisme, la domination masculine, depuis la perspective sensible et complexe des femmes noires. Si elles ne créent peut-être pas de lien direct avec l'activisme politique, la conscience induite par ces chansons rend possible des prises de position militantes. » ●

Nicolas, Intercos Nantes

* publié en 1991, sept ans avant cet ouvrage sur le blues et le féminisme.

Vos gueules, là-dedans!



Fréhel,
Johann G. Louis,
288p, Nada éditions,
29,90 euros

Elle, c'est « *une gamine qui a poussé comme une sauvage* ». Chantant sur les tables des bastringues, elle est vite propulsée dans l'âge adulte, la mistoufle et la chanson réaliste aux couleurs sombres, à la gouaille parisienne. Elle chante ces blessures partagées avec la plupart des femmes du peuple d'alors : viol, prostitution, abandons, donnant comme les pionnières du blues, une vi-

sibilité publique à ces fléaux. Son sort est tout aussi chargé : enfant tripotée par un sale mec dans le noir d'un terrain vague, ado ballotée dans des petit boulots, mère sans l'être. Un bébé mis en nourrice loin de Paname, mort en bas âge, et des amours fugaces la voient rincer ses chagrins dans l'alcool et la drogue. Marguerite Boulc'h devient La Môme Pervenche à ses débuts de chanteuse, puis Fréhel, ou La Belle Liane, mais aussi la Môme Coco pour son addiction à la cocaïne. Fréhel a poussé la goulante de bistrot en caf'conc', de brasserie en baluche musette, sur la scène des plus clinquants cabarets, sur les planches de la revue d'été du Moulin Rouge, au Bataclan, au Casino de Montmartre... Outre la chanson réaliste entre le rigolo et le lamento, elle entonne des bardes du populo, Montéhus, Jean Richopin, prenant la scène en beuglant au public « *Fermez vos gueules là-dedans, c'est moi qui l'ouvre!* ». Sa vie libre, entre bas fonds et music hall, aurait presque une veine libertaire individuelle. Bretonne au caractère bien trempé, indépendante, elle se refuse au piédestal des divas. Sa vie enchaîne les succès comme chanteuse et les misères affectives qu'illustre bien la chanson célèbre *Où sont tous mes amants ?* Première chanteuse à enregistrer un 78 tours en 1908, généreuse et autodestructrice, elle est plutôt punk avant

l'heure. Fermière en Roumanie, fêtarde partout, à l'aise avec les gouapes, les gigolos et les malfrats comme avec les gens de la haute, qu'elle ne ménage pas dans ses frasques. Inquiétée à la Libération pour avoir chanté dans les stalags allemands, invitée par « *La force de la joie* » sans avoir capté que c'était une organisation pronazie, Kraft durch Freude en VO. Pas très au fait de la politique, la même. Elle aide pourtant des prisonniers à s'évader. En aquarelles flottantes et traits fins, cette BD au long cours, donc forcément un peu chère, déroule la saga pathétique de Fréhel qui croise Maurice Chevalier, la Belle Otero, Mistinguett, Damia, la Goulue... Une figure parmi les figures. ●

Nico, Interco Nantes.



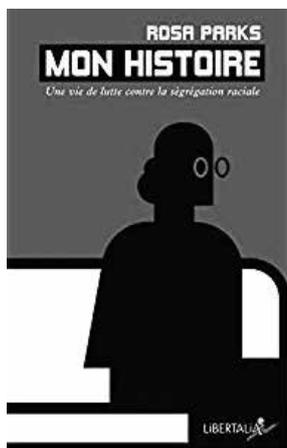
LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

Nah!



Mon histoire, une vie de lutte contre la ségrégation raciale,
Rosa Parks,
ed. Libertalia,
198 p, 10 euros

Nah! Ce « non » a changé la tournure des luttes pour les droits civiques au États-Unis. Non que Rosa Parks fut la première à refuser de bouger de l'espace central du bus, à libérer pour les Blancs si leurs places réservées étaient toutes déjà occupées. Mais les cas précédents n'ont pas eu le même écho, et donc la même symbolique. Militante de la NAACP*, Rosa Parks a préparé la défense d'une autre militante, Claudette Colvin, mais enceinte d'un homme marié



plus âgé (un scandale pour la communauté noire bigote), elle n'est pas jugée présentable par le mouvement... Le dossier de Rosa Parks, irréprochable selon les critères moraux, se montre plus favorable à un soutien large.

Le 1er décembre 1955, dans le bus de Montgomery, Alabama, sans rien calculer, Rosa Parks a dit simplement Nah! au chauffeur de bus blanc qui exigeait qu'elle change de place, avant d'être arrêtée par la police pour violation de la loi sur la ségrégation.

Malgré les allégations de journalistes, ce jour-là, Rosa Parks n'était pas plus fatiguée qu'un autre. Ou alors fatiguée de courber l'échine comme des milliers d'Africain-es-Américain-es du sud face aux discriminations de la société blanche.

Rosa Parks est secrétaire de la NAACP, mais aussi du syndicat d'un des leaders locaux de la NAACP. Martin Luther King n'apparaît qu'à la fin du bouquin**.

Dans le récit de sa vie, écrit avec



simplicité, Rosa Parks recadre l'apartheid commun du sud, les violences contre les Noirs, le Ku Klux Klan redoublant de férocité après les deux guerres mondiales, bombes, incendies volontaire, fusillades et lynchages. Les Blancs ne supportaient pas ces Noirs démobiliés, revenus d'une Europe moins raciste, revendiquant leur place, acceptant mal à leur retour la ségrégation légale, ancestrale. La bataille pour se faire inscrire sur les listes électorales est épique. Lors du long boycott (381 jours) des bus de Montgomery, la mise en place d'un système alternatif de transport est exemplaire, mobilisation des sociétés de taxis tenues par des Noirs, une vingtaine de voitures de particuliers rameutées, les églises noires appuyant le mouvement en se dotant de 14 véhicules. Mais le lobby blanc décourage les assureurs. Il faut en trouver un, Noir, dans un État du Nord. La répression tombe contre les gens attendant ces taxis sur le trottoir, contre les chauffeurs ayant baissé leur tarifs alignés sur le ticket de bus. Mais le mouvement tient meeting deux fois par semaine. Une lutte qui a pris une dimension exemplaire, historique, même si personne n'en imaginait la portée au lancement du boycott. ●

Nicolas, interco Nantes

*National Association for the Advancement of Colored People, organisation pour les droits civiques des Noirs, fondée en 1909.
** à la différence de la même histoire, romancée par l'écrivain camerounais Eugène Ebodé, *La rose dans le bus jaune*, paru en 2013

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

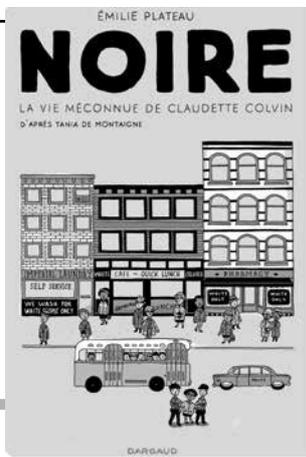
durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.
Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



**ABONNEMENT
GRATUIT**

Black à part



Noire, la vie méconnue de Claudette Colvin,
Emilie Plateau,
ed. Dargaud,
128 p. 18 euros.

de la désobéissance civile. Même si elle sera moins soutenue, jusqu'à ce que son nom disparaisse des tracts d'appel au boycott des bus de Montgomery : sa liaison avec un homme marié, sa grossesse l'ont disqualifiée. Pas assez irréprochable et donc moins facilement défendable pour incarner un statut de victime aux yeux de l'opinion, selon les leaders noirs. Moins exemplaire que Rosa Parks. À la moitié de l'album le récit enchaîne sur Rosa Parks, Martin Luther King et le boycott, sous oublier l'utilisation et les mises à l'écart des femmes au

sein du mouvement des droits civiques. Un mouvement qui après l'avoir laissée tomber, reviendra chercher Claudette pour mener avec quatre autres femmes noires une action collective réclamant une protection égale pour toutes les citoyennes en vertu du 14e amendement

de la constitution. Appuyée par le boycott, c'est une victoire, judiciaire et sociale, dont les hommes du mouvement tirent seuls la gloire médiatique. Si Rosa Parks a échappé à l'anonymat, d'autres femmes sont passées, comme Claudette Colvin, à la trappe de la mémoire : Gertrude Perkins, violée impunément par deux policiers de Montgomery, Ella Ree Jones, étudiante battue par la police locale pour avoir aussi refusé de laisser sa place dans le bus, Mary Louise Smith, étudiante, même refus, Joe Ann Gibson très active pour mener le fameux boycott des bus de Montgomery en 1955. ●

Nico, Intercro Nantes.

Le lendemain, Martin Luther King et trois leaders noirs et blancs montent dans un bus. Cette photo fera le tour du monde. Aucune des quatre plaignantes n'aura droit à son portrait, pas plus que Jo Ann Gibson Robinson.

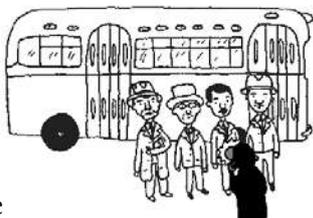
C'est l'histoire d'une double exclusion, d'abord du monde raciste des Blancs sudistes, mais aussi, plus insidieux, moins frontal, une mise à distance du mouvement des droits civiques où les hommes africains américains dominant, imposent leur morale, imprégnée de principes religieux, de stratégie et de respectabilité.

Montgomery, Alabama, années 50. Les lois « Jim Crow » pénalisent les infractions à la ségrégation raciale. La bande dessinée prend le parti d'impliquer ses lectrices : « Vous êtes une femme, donc moins qu'un homme. Vous êtes noire donc moins que rien. » Dans le bus du sud, à l'époque, quand on est noir-e, le ticket se prend à l'avant auprès du conducteur, puis il faut ressortir sur le trottoir pour ne pas utiliser l'espace réservé aux Blancs. Souvent, le bus n'attend pas et il faut attendre le prochain avec son ticket. À 15 ans, Claudette Colvin est déjà mi-



litante, membre du Conseil de jeunesse du NAACP (National association pour the advancement of colored people), conseillé par Rosa Parks pour les suites judiciaires. Le 12 mars 1955, Claudette refuse de céder sa place à une passagère blanche. Cris, police, arrestation, incarcération. Les gifles et l'expulsion brusque en plus, c'est ce qui sera infligé à Rosa Parks neuf mois plus tard.

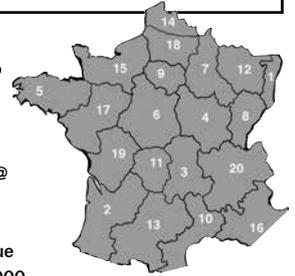
Le dessin en deux couleurs d'Emilie Plateau, assez statique, l'histoire tirée du livre de Tania de Montaigne sur Claudette Colvin, tout est traité en mode minimaliste, assez pédagogique, mais un peu basique, sans expliquer les motivations de l'acte de l'adolescente qui malgré sa jeunesse est celle qui allume l'étincelle



Là où tu vis
la CNT lutte

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000

Bordeaux

06 95 52 69 71

ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT

Aquitaine, BP 80099, 33704

Mérignac

Culture Aquitaine 36,

rue Sanche-de-pomiers,

33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT

Salle Poly, place Poly,

63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté

Syndicat intercorporatif de

Saône-et-Loire

et de la Nièvre

19 rue du pavé

71290 Cuisery,

CNT 21

61 rue Jeannin

21011 Dijon

[http://www.cnt-f.org/_cnt-](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)

[interco-21_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)

06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT

BP 30423, 35004 Rennes

CEDEX

06 34 98 30 72

bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre

13 rue Pierre Fournier

41600 Lamotte-Beuvron

cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne

BP 90009,

51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats

CNT Doubs

c/o CESL, BP 121, 25014

Besançon CEDEX cnt-

doubs@cnt-f.org

Syndicat intercorporatif CNT

Jura BP 98,

39140 Bletterans cedex

9 Île-de-France

Union régionale CNT

33, rue des Vignoles, 75020

Paris

01 43 72 95 34

**10 Languedoc
Roussillon**

Union régionale CNT

6 rue d'Arnal 30000

Nîmes

ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin

6, rue de Gorre,

87000 Limoges,

cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT

ur.lorraine@cnt-f.org

UD CNT Moselle

5, place des Charrons,

57000 Metz

ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT

18, av. de la Gloire,

31 500 Toulouse

Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,

rue d'Arras, 59000 Lille

03 20 56 96 10

ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados

BP 02,

14460 Colombelles

Syndicats CNT Seine-

Maritime BP 411,

76057 Le Havre CEDEX

Syndicat CNT Eure

interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o

1000 bâbords 61,

rue Consolat 13001

Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT

20, rue Blaise-Pascal,

86000 Poitiers

05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT

44, rue Burdeau

69001 Lyon

END RACIAL SEGREGATION

Nah!



freedom
ride

we shall
overcome

Civil rights
movement

BLACK
LIVES
MATTER

Black
power

I'm a man

Montgomery
bus boycott

Black
Panthers

I have a
dream

